

## ~ TRUCS E PATACS ~

« Election du Président de la République au suffrage universel : je n'avais pas compris, à l'époque où cette mesure fut proposée, l'opposition résolue du PCF. Ce me semblait le summum de la démocratie (avais-je oublié le mauvais coup de Badinguet qui, de président élu au suffrage universel, étrangla la République et se proclama empereur... ).

En des temps plus actuels, force est de constater que tout tourne, en France, autour de cette élection et que toute la vie politique en est gravement polluée. La fonction de monarque républicain omnipotent en tente plus d'un et dès après une élection se constituent des écuries portant leur « champion » pour la prochaine (et l'institution du quinquennat, en resserrant les échéances, n'a-t-elle pas aggravé cette « maladie » ?).

Ainsi dans les news à papier glacé de la presse nationale, j'ai vu ces jours-ci les noms des « partants » certains pour la présidentielle de ... 2017 ; les extralucides politologues désignent d'ores et déjà Copé et Baroin pour l'UMP (ou autre sigle pour la droite si celui-ci s'avère trop usé et cabossés et voient Hamon comme champion des socialistes.

Outre ces noms qu'on veut imposer aux citoyens, il y a la bipolarisation qu'on veut à toute force faire rentrer dans les têtes et dans les urnes et on n'imagine pas d'autres éventualités ; et il n'est pas trop tôt pour la marteler. Qu'il est triste un monde en noir et blanc alors que tant de couleurs existent...

Ces mêmes journalistes semblent faire l'impasse sur 2012 tant leur paraît évidente la candidature de Sarkozy le sortant. L'appétit de pouvoir d'icelui est tellement intense que le doute n'est pas permis. Et pourtant notre Nicoloéon jour, si l'on en croit certaines rumeurs, les grandes coquettes, laissant entendre (et voulant qu'on l'entende ainsi dans le populo) que, peut-être, vu la pénibilité de sa tâche, il ne remettrait pas le couvert en 2012. Ah, se faire plaindre et se faire prier... S'il ne tenait qu'à nous, nous lui conseillerions le repos... même avant 2012.

D'autres journaliers, férus d'Histoire, se lancent dans la comparaison entre Sarkozy et Bonaparte. Certes, concèdent-ils, il existe des ressemblances (physiques surtout et de certains comportements) mais notre Sarko – les temps ont changé – n'en est pas, c'est impensable, à provoquer un coup d'état type 18 Brumaire...

Pas la peine, en effet, car il existe dans la Constitution de notre Ve République un certain article 16 qui, s'il était appliqué, –qu'on le relise de très près– donnerait au chef de l'Etat les mêmes pouvoirs, et de façon tout à fait légale et républicaine, que ceux d'un coup d'état d'antan.

Mathieu Lacougne

## Réabonnement 2009 aux Landes Républicaines

Afin de continuer à recevoir « Les Landes Républicaines », nous vous invitons à vous réabonner dès maintenant. En effet, pour tous les lecteurs qui ne se seront pas réabonnés, nous serons dans l'obligation de suspendre l'envoi du journal dès la semaine prochaine.

Alors ne vous privez pas de cette source d'information et œuvrez pour la survie de notre presse. D'avance nous vous remercions.

### Bulletin d'abonnement 2009 aux « Landes Républicaines »

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

CP ..... Localité .....

Abonnement annuel normal :  20 €  
Abonnement annuel de soutien :  25 €  
 30 €  
 .....€

Libellez le chèque au nom de la SARL « Les Landes Républicaines » et envoyez-le à : SARL Les Landes Républicaines BP 34 6-8 rue des Forgerons 40001 Mont-de-Marsan cedex

## la Cie Fabulax

"les z'amours z'agricoles"

## les Ptit's hommes

"le nouveau comptoir des histoires"

## Emilie Cadiou

"La mangeuse d'accordéon"

## Alain Sourigues,

## A la source,

## Martintouseul,

## Le cri du choeur, ...



### Rectificatif

Dans l'article des LR de la semaine dernière en page une, il fallait lire : « Alors qu'en 20 ans, l'Etat a fait pour 450 milliards de cadeaux aux entreprises pour soi-disant défendre l'emploi et que la Cour des comptes dit que 80% (et non 8% comme imprimé par erreur) de ces sommes n'a pas servi à grand-chose, les élus communistes contentent sa suppression de la Taxe professionnelle.

## Elus Communistes et Républicains

Secteur Bas-Armagnac

Réunion Mardi 10 Mars à 18h30

Foyer de Perquie

Pour débattre et agir **contre** le démantèlement des services publics, les transferts de charges sur les collectivités locales, les moyens financiers réduits, la réforme territoriale et **pour** une réforme progressiste en faveur du développement de la démocratie et de moyens financiers afin de répondre aux besoins des populations.

BRADERIE-FRIPERIE du SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

Vendredi 13 Mars de 9h30 à 17h

Salle Caussègue – Mont-de-Marsan  
Avenue Caussègue, route de Sabres (à côté de la déchetterie)

Au profit des SINISTRES DE LA TEMPETE

## Souscription Permanente

Pour résister à la politique de la droite et de Sarkozy, créer les conditions d'une rénovation à gauche et construire une véritable alternative de progrès, donnons-nous les moyens financiers nécessaires.  
SAUBRIGUES : Michèle MALDONADO 10 €  
SOUPROSSE : Jean-Baptiste BATS 50 €

### SOUSCRIPTION PERMANENTE

NOM .....  
PRENOM .....  
ADRESSE .....

CODE POSTAL .....VILLE.....

Je fais un don de .....€ au PCF

Libeller le chèque à l'ordre de « Association Départementale de Financement du PCF –ADF-PCF40 », et l'adresser à PCF, BP34, 40001 Mont-de-Marsan cedex. Conformément à la loi, un reçu ouvrant droit à une réduction d'impôt vous sera adressé.

**Attention : dernier envoi des « Landes Républicaines » avant coupure !**  
**Si vous n'avez pas renouvelé votre abonnement**  
**VOIR BULLETIN DE RÉABONNEMENT EN PAGE 4.**

## L'égalité entre les hommes et les femmes est un combat du 21<sup>e</sup> siècle



C'est dans « l'Humanité » du 5 Mars 1955 que la légende du 8 Mars 1857 fait son apparition : « la journée internationale des femmes » continue la tradition de lutte des ouvrières de l'habillement de New York, qui le 8 Mars 1857, manifestèrent pour l'amélioration des mauvaises conditions de travail, la journée de 10 heures, la reconnaissance de l'égalité du travail des femmes.

Cette manifestation produisit une grande impression et fut recommencée en 1909, toujours par les femmes de N. Y. En 1910, Clara Zetkin, proposa de faire définitivement du 8 Mars, la journée internationale des femmes.

En un siècle, les femmes ont conquis l'égalité juridique et législative dans la plupart des pays du monde. **Reste à conquérir l'égalité dans les faits.** La Journée Internationale de la Femme, officialisée en 1977 par les Nations Unies, est là pour nous rappeler les victoires mais aussi pour nous inviter à réfléchir sur la condition de la femme dans le monde.

C'est l'occasion idéale de dresser le bilan des progrès accomplis en vue de promouvoir l'égalité des femmes. C'est aussi l'occasion d'identifier les difficultés que les femmes doivent surmonter dans la société et de se pencher sur les moyens à prendre pour améliorer la condition féminine. Comme toutes les dates symboliques, cette journée n'a pas ses origines dans un seul fait historique. Elle symbolise, d'une part, les fruits d'un large processus de luttes, de revendications et de débats et, d'autre part, les parcours silencieux des millions de femmes dans le monde entier.

La journée internationale des femmes reste aujourd'hui d'une brûlante actualité :

☞ La réforme du lycée de Mr Darcos vouée à différencier l'enseignement selon les lycées risque à terme de creuser les inégalités, sans parler des suppressions de postes ! L'éducation, c'est l'avenir et les femmes ne veulent pas pour leurs enfants d'un système « à la carte » discriminant.

☞ La libéralisation du travail du dimanche : une fois de plus, cette mesure mettrait les femmes en première ligne puisque ce jour-là, ce sont essentiellement elles qui travaillent. Sans oublier que les femmes doivent, la plupart du temps, assumer vie professionnelle et familiale, seules ou accompagnées, trop souvent précaires.

☞ La crise, De quelle crise parle-t-on ? De la pénurie de logements, de la pauvreté grandissante ? N'oublions pas que l'augmentation des prix pénalise toujours durement les foyers à faibles revenus et que les familles pauvres sont en majorité monoparentales, surtout des femmes élevant seules leurs enfants !

### Injustices, inégalités, trop c'est trop !

Faisons entendre fortement nos voix, celles de millions de femmes qui revendiquent **l'égalité comme un droit et non comme une concession.**

- \* 80% des salariées sont payées en dessous du SMIC
- \* 54% des chômeurs sont des femmes dont 57% non indemnisés
- \* 83% des temps partiels sont imposés
- \* 83% des femmes retraitées sont en dessous du minimum vieillesse

# LES LANDES RÉPUBLICAINES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »  
6-8 rue des Forgerons – BP34  
40001 MT DE MARSAN Cedex  
Tél. 05.58.46.41.41 – Fax. 05.58.75.97.76  
e-mail : landes.rep@wanadoo.fr  
Site : http://pcf40.free.fr  
Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN  
C.P. N° 88127 – N° 1806 – 05 Mars 2009

Et pourtant, il n'est toujours pas question, pour le Président de la République, d'augmenter les salaires, de faire reculer la précarité qui touche en priorité les femmes, et pourtant la rue gronde de la métropole aux Antilles : « **de l'argent pour les salariés pas pour les banquiers** ». Depuis des décennies, les femmes subissent de plein fouet les méfaits du capitalisme amplifiés par le poids des dominations sexistes.

Le 29 Janvier dernier, nous étions nombreuses et nombreux à rejeter la précarité, et à revendiquer des emplois stables, des augmentations de salaires, un développement et une amélioration des services publics répondant aux besoins (Klaus nous a démontré que c'était plus qu'une priorité mais une exigence).

### Le 19 Mars, il nous faut être encore plus nombreuses et nombreux à manifester.

Aux élections européennes, le 7 Juin 2009, il faut donner un coup d'arrêt aux choix rétrogrades, réactionnaires, antisociaux et antidémocratiques du pouvoir.

L'enjeu de ces élections est simple, OU les valeurs de solidarité, d'égalité, les exigences de services publics, les logiques de coopération sortiront renforcées des élections, riches de points d'appui plus solides et plus nombreux OU les politiques de Nicolas Sarkozy et du MEDEF trouveront, au plan local, départemental, national et européen de nouveaux relais pour frapper plus vite et plus rudement.

Alors, rassemblons l'électorat de gauche, confortons la gauche et notamment les élu-e-s communistes qui combattent les inégalités, les discriminations, toutes les formes de domination. Des élu-e-s déterminé-e-s à résister à la droite, des élu-e-s qui construisent, avec les habitantes et les habitants, des projets permettant de vivre mieux dans leur ville, leur département, leur pays, des élu-e-s qui innovent, développent des politiques et des espaces réellement participatifs.

Le 7 Juin notre vote-action peut changer positivement le paysage politique en donnant aux femmes des relais de leurs luttes, de leurs aspirations. Mais pour changer le quotidien des femmes, **il faut obtenir une réelle Egalité en tirant par le haut Tous les Droits, au sein d'une Europe des peuples et non du fric.**

En ce 8 Mars 2009, soyons **solidaires** pour une société de **pleine Egalité** dans une **Europe de Paix, de Progrès, de Justice Sociale** et de mise en commun. **Je vous invite donc à Morcenx** pour qu'Ensemble nous préparions le chemin des luttes, que le front de gauche landais pour **changer d'Europe** soit au « **Féminin pluriel** » ☘

Joëlle Vignasse

## Morcenx Dimanche 8 Mars Salle Jean-Jaurès Journée internationale de la FEMME

**10H30 DÉBAT COMMENT FAIRE GRANDIR LE MÉCONTENTEMENT JUSQU'AU 19 MARS ? QUELLE EUROPE VOULONS-NOUS ?**

**12H30 APÉRO, REPAS FRATERNEL, APRÈS-MIDI FESTIVE**

AVEC UN TOUR DE CHANT  
D'ANNE-LAURE LIEUTIER  
ACCOMPAGNÉE DU PIANISTE  
RICHARD ERRINGTON

Menu 12€  
Apéro, Assiette gourmande, Cuisse de canard et haricots verts, Pastis et crème anglaise,  
Vin—Café Inscription : 05.58.46.41.41

## RÉFORME INSTITUTIONNELLE

### DANS 20 ANS, LES COMMUNES SOUS TUTELLE...

L'ancien Premier ministre Edouard Balladur, a notamment déclaré : « Dans vingt ans, mon souhait, c'est que notre système soit fondé sur les régions et de grandes communes, au sein desquelles les communes continueraient peut-être à exister, mais avec un rôle bien moindre, des ressources bien moindres et une quasi-tutelle de la communauté de communes dont elles feraient partie ».

Il sait de quoi il parle, c'est lui qui a été chargé par le Président de la République d'animer la Commission nationale qui a élaboré ces propositions qu'il a rendues publiques il y a quelques jours. ☺

## PROJET DE LOI RÉFORMANT L'HÔPITAL A LA SANTÉ DU PRIVÉ

« Casser le service public de santé au seul profit du secteur privé lucratif, c'est l'objectif poursuivi avec le projet de loi portant sur la réforme de l'hôpital, dont l'examen reprend cette semaine.

Sous couvert de rationalisation des moyens, les dispositions déjà adoptées par la majorité de l'Assemblée vont notamment permettre aux cliniques de déboucher les internes des hôpitaux, conduisant les établissements hospitaliers à recruter des médecins contractuels pour tenter en vain de contrer la fuite des compétences trop mal rémunérées dans le public.

Dans le même esprit, les Députés de droite ont fait adopter un amendement mettant fin au statut particulier de l'AP-HP dont les missions, en matière de soins comme de recherche, dépassent pourtant largement le cadre régional. C'est la voie ouverte au démantèlement de ce fleuron de la médecine française à qui l'on doit nombre de premières mondiales chirurgicales et médicales.

Pour museler toute opposition à ces choix, le gouvernement entend donner pleins pouvoirs aux Présidents des Agences Régionales de Santé. Après les universités, il veut ainsi caporaliser les hôpitaux pour imposer des choix contraires aux besoins sanitaires des populations. Les articles du projet de loi restent à examiner sont marqués de cette même logique comptable : rien pour la médecine soutenant les filières économiques directement impactées, sylviculture, agriculture et ostréiculture.

Nous avons souligné que l'estimation des dégâts forestiers avoisine un volume minimum de 25 millions de m3 de bois soient 5 années de récolte. Les petites et moyennes entreprises ont dû arrêter leur activité par manque d'électricité suite à des dégâts des eaux. Les conséquences sur l'emploi doivent être prises en compte. Nous avons renouvelé des propositions, la première consiste à mobiliser des fonds tant de la part de l'Etat que de l'Union Européenne pour financer les dégâts non couverts par les

## Communistes du Pays des Luys

### Changer d'Europe



Mardi 24 Février, une centaine de communistes du Pays des Luys étaient réunis à Castelnau-Chalosse pour la traditionnelle Croupionnade du Mardi-gras ; l'occasion de faire le point sur les enjeux des prochaines élections européennes.

De nombreux communistes, leur famille et leurs amis se sont retrouvés mardi dernier à Castelnau-Chalosse pour un repas fraternel en présence d'Alain Baché, secrétaire fédéral du PCF et de nombreux élus.

Cette soirée placée sous le signe de la tradition avec au menu : croupionnade et beignets, aura été l'occasion pour Alain Baché d'annoncer la mise en place, suite aux rencontres nationales avec le nouveau Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, de la constitution d'un Front de gauche avec ce dernier pour les prochaines élections européennes. Evoquant une situation politique complexe, le secrétaire fédéral a appelé à engager un rassemblement autour d'un front uni de gauche regroupant le PCF et le Parti de gauche pour « changer d'Europe », un combat ayant un objectif national : être à l'issue de ce scrutin du 7 Juin, la

première force politique de gauche. Pour se faire, Alain Baché a annoncé devant les nombreux convives que cette liste européenne sera conduite dans la grande région du Sud Ouest par Jean-Luc Mélenchon, une liste d'ouverture qui comportera parmi les dix premiers, quatre communistes dont le Maire de Tarnos, trois membres du Parti de gauche et trois personnalités issues de l'ouverture.

L'heure est dès maintenant pour les communistes de notre département à la mobilisation et à la lutte pour transformer la victoire française du « NON » aux européennes injustement confisquée par Nicolas Sarkozy et imposer ce mot d'ordre « changer d'Europe » ; l'occasion de faire de l'Europe de demain une Europe solidaire ☺

N. T.

## Une délégation du PCF recue en Préfecture de Région

### Après la tempête nous exigeons une action publique forte et coordonnée

Une délégation du secrétaire régional\*, des secrétaires départementaux d'Aquitaine\*\*, du PCF et de l'Association Nationale des Elus Communistes et Républicains (ANECR), représentée par Jean-Jacques Paris son secrétaire général, Vice-président du conseil Général et Pierre Augey, Conseiller général de Langon, a été reçue par les représentants du Préfet de Région, mercredi 25 Février 2009 après-midi.

Face aux énormes dégâts occasionnés par la tempête il s'agissait de dénoncer vigoureusement le manque d'intervention de l'Etat qui semble s'installer dans cette situation, pourtant dramatique pour des milliers de familles. Déjà très pénalisés par les dysfonctionnements liés à la réduction des services publics de proximité qui a sérieusement compliqué la tâche, et des salariés chargés de rétablir les différents réseaux et des élus locaux, nombreux sont les citoyens, salariés ou chefs d'entreprises ou d'exploitations qui perdent confiance en constatant le peu d'intérêt que porte l'Etat à leur situation.

Nous avons appelé à des mesures urgentes pour soutenir les filières économiques directement impactées, sylviculture, agriculture et ostréiculture.

Nous avons souligné que l'estimation des dégâts forestiers avoisine un volume minimum de 25 millions de m3 de bois soient 5 années de récolte. Les petites et moyennes entreprises ont dû arrêter leur activité par manque d'électricité suite à des dégâts des eaux. Les conséquences sur l'emploi doivent être prises en compte.

Nous avons renouvelé des propositions, la première consiste à mobiliser des fonds tant de la part de l'Etat que de l'Union Européenne pour financer les dégâts non couverts par les

assurances, mais aussi pour financer un véritable plan de nettoyage, stockage, replantation et reconstitution du patrimoine forestier en coopération avec les travaux de la recherche pour mieux garantir l'avenir.

Bien entendu nous avons également insisté pour que tout soit mis en œuvre pour trouver des débouchés et écoulent le bois dans des conditions de prix acceptables.

Enfin nous avons fait part de la proposition du PCF de créer un « régime assurance mutuelle calamités » destiné aux métiers de la terre et de la mer. Nous avons également fait part au Préfet de la résolution que le député André Chassaingne a soumis à l'Assemblée nationale pour diligenter une commission d'enquête permettant d'évaluer les conditions dans lesquelles sont intervenus les services publics et avec quelle efficacité.

Enfin nous avons demandé au Préfet de convoquer une table ronde avec les professionnels, les élus et autres acteurs concernés afin d'établir un diagnostic partagé et définir une feuille de route permettant de faire converger tous les efforts et d'organiser au mieux le soutien solidaire de tous les dispositifs publics ☺

\*Secrétaire régional et départemental : Alain Baché  
\*\*Secrétaires départementaux : Michel Dubertrand  
Michel Cerruti et Daniel Romestant (64)

## Point de vue

Je ne suis ni un économiste et encore moins un expert. Je suis un syndicaliste qui a fait quelques formations en économie avec des intervenants universitaires et j'ai lu pour compléter ces formations.

Le traitement par les médias et la classe politique de la crise financière m'amène à mettre en débat une approche simplifiée et synthétisée du système économique capitaliste.

Normalement la masse monétaire en circulation doit avoir sa contre partie en marchandises.

Tous les économistes s'accordent pour dire que la masse monétaire mondiale actuellement en circulation est 3 à 4 fois plus importante que l'ensemble des PIB (Produit Intérieur Brut) soit la valeur mondiale de toutes les richesses créées.

La crise financière est le résultat de cette masse monétaire virtuelle, crise qui s'est déclenchée par l'incapacité de remboursement des ménages surendettés.

La crise de l'économie réelle découle de la crise économique virtuelle.

A ce stade, il faut situer les responsabilités et les coupables.

§ Qui a permis (entraîné serait plus adéquat) le surendettement ? Les dirigeants des banques. Qui a la capacité de créer de la monnaie ??? Les Etats.

§ Qui a développé les systèmes permettant la création de cette monnaie virtuelle ? Les dirigeants de banques avec la complicité des Etats.

§ Qui a vendu et qui a acheté des créances douteuses ? Les dirigeants des banques.

§ Qui va payer les conséquences de la crise ? Essentiellement les salariés-consommateurs-contribuables car ils représentent plus de 80% de la population.

La capacité financière des Etats est assurée par la fiscalité dont la taxe professionnelle que le Président Sarkozy va supprimer. La fiscalité ne peut trouver sa source que là où se créent les richesses réelles, c'est-à-dire dans les entreprises.

Il est de bon ton de dire que les entreprises ont trop de charges. Il serait aussi de bon ton de dire que c'est le seul lieu créateur de valeurs et le prélèvement à la source n'est pas une anomalie, encore moins une injustice.

La suppression ou la réduction des prélèvements fiscaux à l'entreprise se traduit soit par une baisse des capacités de l'Etat à remplir son rôle de redistribution des richesses créées, soit par une élévation de l'imposition sur les revenus et des impôts locaux, en fait sur les salariés.

La crise est-elle la résultante du mauvais comportement des dirigeants des banques ou est-elle la résultante du système économique lui-même ?

Le système économique capitaliste repose sur le principe de l'enrichissement personnel. Par nature, il incite à toujours trouver une possibilité de gagner plus. Cette opportunité est susceptible d'être saisie par tout être humain. Pour gagner toujours plus, il faut donc qu'il y ait un gagnant et, de fait, un perdant. A terme, ce rapport est porteur de conflit économique et social.

Est-il moralisable ? A priori, non puisqu'il repose sur l'individualité.

Peut-il être régulé ? Je dis Oui à une condition : il faut mettre en application la Déclaration de l'OIT\* de 1944, dite déclaration de Philadelphie.

Est-ce que le système économique appliquant ces dispositions peut être qualifié de capitaliste au regard du système capitaliste actuel ?

Pour information, l'OIT est composée à 50% par des représentants des Etats, à 25% par des représentants de syndicats internationaux patronaux de 25% par des représentants de syndicats internationaux des salariés. Cette déclaration prend toute sa valeur aujourd'hui et correspond à une réelle sortie de crise de façon juste économiquement et socialement, et durablement.

Ce ne sont pas les dirigeants actuels, qu'ils soient politiques, industriels et financiers, qui décideront de se référer à cette déclaration et encore moins de la mettre en œuvre. Tous adoptent des plans de soutien aux banques, c'est-à-dire aux banquiers, ceux qui ont commis une faute lourde et s'opposent à toute augmentation du pouvoir d'achat, autrement dit des salaires, continuant à réduire la protection sociale et à pratiquer des plans de licenciements massifs.

Cela relève donc de la responsabilité de chacune(e) de nous, en remplissant pleinement notre rôle de Citoyen(ne), avec ses droits et ses devoirs.

Bien évidemment, cela par l'organisation des salariés dans leurs syndicats. Davantage de salariés syndiqués, davantage de syndiqués qui participent à la vie de leurs syndicats, voilà un chemin porteur de changement, ce qui est souhaité par plus de 60% de français, ce qui veut dire encore plus parmi les salariés.

Unis, rassemblés autour de ce qui est le Bien commun, nous contribuerons à la construction d'une société dans laquelle chacun(e) trouvera son Bonheur... à condition de se donner aussi les forces politiques déterminées à gérer le pays selon ces critères et à les défendre en France, en Europe et dans le Monde ☺ J.L.

O.I.T. : Organisation Internationale du Travail

## Attention ! Les droits des femmes en grand danger !

En 2009, l'Etat va -pour la première fois- diminuer de 42% le budget affecté au Conseil conjugal et familial que mettent en œuvre les associations départementales du Mouvement français pour le Planning Familial. Cette diminution signifierait, selon le mouvement, « à très court terme, la suppression totale des acteurs intervenant sur le droit à la sexualité », droit inscrit dans la loi Neuwirth de 1967 et assorti d'un engagement de l'Etat pour l'information et l'éducation.

Est-il besoin de rappeler le rôle incontournable que joue le Planning Familial, pour le droit des femmes à disposer de leur corps, rôle d'autant plus indispensable dans cette société, qui génère misère et pauvreté ? Cette attaque grave et dangereuse s'inscrit dans un contexte global de désengagement de l'Etat en matière d'égalité d'accès à la culture, aux soins, à l'éducation et en matière de solidarité avec les plus démunis(e)s, qui sont en majorité des femmes et des jeunes ».

L'Etat doit poursuivre son rôle dans ce domaine, en revalorisant sérieusement le financement qu'il accorde à cette mission, sachant que l'information, l'accueil, l'écoute, l'éducation et la sexualité, sont des missions d'utilité publique.

Toutefois, au-delà des questions budgétaires, quelques faits dans l'actualité récente confirment que ce sont les acquis du féminisme qui sont

aujourd'hui menacés en France et en Europe.

A Paris, le 25 Janvier 2009, les associations « anti-avortement » se sont donné rendez-vous pour défilé sous le mot d'ordre « 30 ans ça suffit » - contre le droit à l'interruption volontaire de grossesse, au nom du droit à la vie. Une fois de plus, ces adeptes soi-disant « ordre moral » tentent de s'opposer à la liberté et l'autonomie des femmes ainsi qu'au droit à la maternité choisie, alors que de nombreuses associations féministes en Europe se battent aujourd'hui pour le droit à la contraception et à l'avortement dans leurs pays.

Ajoutons à cela, la prescription du Président Sarkozy de raccourcir le congé parental et de dégrader les entreprises des cotisations familiales, la boucle est bouclée. Malgré les atermoiements de Mr Brice Hortefeux, Ministre de l'Emploi et des Secrétares d'Etat à la Famille et à la Solidarité, Mmes Nadine Morano et Valérie Létard, la coïncidence de l'offensive des intégristes contre le droit d'avorter et les mesures budgétaires qui touchent le Planning Familial, est troublante, pour ne pas dire plus !

Avec toutes les associations féministes, tous les progressistes, ne lâchons pas le combat pour voir enfin les femmes et les hommes vivre égaux et libres ☺

## CHÔMAGE

### LE GOUVERNEMENT COMME UN ARRACHEUR DE DENTS !

« Le Secrétaire d'Etat à l'Emploi Laurent Wauquiez, a affirmé jeudi sur Europe1, que l'exonération totale de cotisations patronales pour toute embauche dans une entreprise de moins de six salariés, effective depuis la mi-décembre, permettrait « depuis 15 jours, 3.000 embauches par jour ».

Alors que les derniers chiffres du chômage publiés sont catastrophiques avec une augmentation de près de 100.000 nouveaux chômeurs, et que le pôle emploi n'est même plus en mesure de répondre à toutes les nouvelles inscriptions, le gouvernement persiste dans une politique qui démontre par tous les bouts ses échecs.

Il est avéré que les exonérations de cotisations sociales n'ont aucun effet sur la création d'emploi, c'est d'ailleurs un constat largement partagé puisque même le Président de la Cour des comptes, Philippe Seguin, l'a constaté dans un rapport.

Alors que 3.000 français perdent leur emploi chaque jour, il est plus que temps que Nicolas Sarkozy et son gouvernement cessent de mentir comme des arracheurs de dents ! »... ☺

## AUTOROUTES DE LA MER ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE

Dominique Bussereau, Secrétaire d'Etat chargé des transports et Magdalena Alvarez Arza, Ministre espagnole des Infrastructures ont signé une déclaration commune relative à deux projets d'autoroutes de la mer entre la France et l'Espagne.

Le principe de ces autoroutes de la mer est de transporter des camions par navires, dans des conditions optimales de qualité de service, de régularité et de coûts.

L'objectif de ces nouveaux services est de faire face à la croissance continue des flux transpyrénéens de marchandises, en désengorgeant les axes routiers, pour parvenir en quelques années à un report modal de 100.000 poids lourds par an.

A la suite des appels à projet lancés en 2007 par la commission intergouvernementale franco-espagnole (CIG), deux propositions ont été retenues :

- une liaison entre le port de Nantes-Saint-Nazaire et celui de Gijon
- Une liaison entre le port de Nantes et du Havre et celui de Vigo, puis dans un second temps, celui d'Algeras.

Eh oui, même à droite, il peut y avoir de bonnes idées ! ☺